


Monsieur Le Président
Centre de gestion
35, boulevard Saint Assisclé
Bâtiment B
66020 Perpignan

Bourg-Madame, le 12 Mars 2020,

Monsieur Le Président,

Je souhaiterai soumettre au comité technique du 07 avril 2021, les dossiers suivants :

-  - Délibération RIFSEEP
- Critères d'appréciation
- Organigramme

Je vous prie d'accepter, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

 Le Maire,

Daniel ARMISEN



Commune de Bourg-Madame 66760
Projet de délibération relatif à la mise en place du RIFSEEP

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment l'article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment les articles 87 et 88,

Vu le décret 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat,

Vu le décret n°2015-661 du 10 juin 2015 modifiant le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 précité,

Vu l'arrêté ministériel du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret du 20 mai 2014,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP),

Vu l'avis du Comité Technique en date du relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du RIFSEEP aux agents de la collectivité,

Le Maire propose à l'assemblée délibérante de créer le RIFSEEP et d'en déterminer les critères d'attribution.

Le RIFSEEP comprend 2 parts :

- L'Indemnité de fonctions, des sujétions et d'expertise liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle
- Le complément indemnitaire versé selon l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent

Les bénéficiaires

Le présent régime indemnitaire est attribué aux **agents titulaires** exerçant les fonctions du cadre d'emplois concerné.

Les cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP sont:

- **Les attachés**
- **Les secrétaires de mairie**
- **Les rédacteurs**
- **Les éducateurs des APS**
- **Les animateurs**
- **Les adjoints administratifs**
- **Les ATSEM**
- **Les adjoints techniques**

L'IFSE (L'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise)

L'IFSE est une indemnité liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Les groupes de fonctions sont déterminés à partir de critères professionnels tenant compte :

- **Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, notamment au regard :**

- o Responsabilité d'encadrement**
- o Responsabilité de coordination**

- **De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions**

- o Complexité**
- o Autonomie**
- o Initiative**

- Des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel

o Vigilance

o Risque d'accident

o Responsabilité pour la sécurité d'autrui

Monsieur le Maire propose de Fixer les groupes et de retenir les montants maxima annuels.

REDACTEURS/EDUCATEURS DES APS/ANIMATEURS	MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
B1	17 480 €
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX	MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
C1	11 340 €
C2	10 800 €
C3	10 800 €

L'IFSE pourra être modulée en fonction de l'expérience Professionnelle

Monsieur le Maire propose de retenir les critères suivants :

- Diplôme

- Expériences professionnelles antérieures dans le privé et le public

- Nombre d'années d'expérience sur le poste

- Formation

Ce montant fait l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;

- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;

- au moins tous les **2 ans** en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

Périodicité du versement de l'IFSE :

L'IFSE est versée **mensuellement**.

Modalités de versement :

Le montant de l'IFSE est proratisé en fonction du temps de travail.

Les absences :

Il pourra être suspendu en cas de maladie ordinaire au de la de 11 jours (Sauf hospitalisation).

Exclusivité :

L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions.

Attribution :

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

Le complément indemnitaire (CIA)

Un complément indemnitaire pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel. Le complément indemnitaire sera déterminé en tenant compte des critères suivants:

- **Implication au sein du service**
- **Capacité à travailler en équipe**
- **Capacité d'adaptation**
- **Capacité à travailler en autonomie**
- **Capacité à rendre compte de ses activités**
- **Réactivité face à une situation d'urgence**
- **Respect des moyens matériels**
- **Réserve discrétion et secret professionnel**

Vu la détermination des groupes relatifs au versement de l'IFSE les plafonds annuels du complément indemnitaire sont fixés comme suit :

REDACTEURS/EDUCATEURS DES APS/ANIMATEURS	MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
B1	2 380 €
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRITORIAUX	MONTANTS ANNUELS
GROUPES DE FONCTIONS	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
C1	1 260 €
C2	1 200 €
C3	1 200 €

Périodicité de versement du complément indemnitaire :

Le complément indemnitaire est versé **mensuellement**.

Modalités de versement :

Le montant du complément indemnitaire est proratisé en fonction du temps de travail.

Les absences :

Il pourra être suspendu en cas de maladie ordinaire au de la de 11 jours (Sauf hospitalisation).

Exclusivité :

Le complément indemnitaire est exclusif de toutes autres indemnités liées à la manière de servir.

Attribution :

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

Après en avoir délibéré, le Conseil décide :

- d'instaurer l'IFSE dans les conditions indiquées ci-dessus.
- d'instaurer le complément indemnitaire dans les conditions indiquées ci-dessus.
- de prévoir la possibilité du maintien à titre individuel, aux fonctionnaires concernés, de leur montant antérieur plus élevé en application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984.
- de décider que les primes et indemnités seront revalorisées automatiquement dans les limites fixées par les textes de référence.
- que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget.